



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2010>

# 1917-1918 : une alternative guerre ou révolution sociale ?

- Histoire -



Date de mise en ligne : jeudi 19 mars 2015

## Description :

À l'été 1917, trois ans après le début du conflit, le réveil du mouvement ouvrier et les mutineries dans les tranchées sont un défi pour les bourgeoisies et les états-majors qui craignent une déflagration révolutionnaire et pacifiste empêchant tout sur son passage.

---

L'École Émancipée

---

## **À l'été 1917, trois ans après le début du conflit, le réveil du mouvement ouvrier et les mutineries dans les tranchées sont un défi pour les bourgeoisies et les états-majors qui craignent une déflagration révolutionnaire et pacifiste emportant tout sur son passage.**

C'est en Russie où la question se pose avec le plus de force et d'acuité. La lassitude populaire est telle qu'une révolution a déjà balayé le tsar en février.

Pour sortir de la guerre et offrir ainsi une nouvelle perspective au continent européen meurtri, une idée fraye lentement son chemin : le socialisme internationaliste comme réponse à la haine nationaliste.

Il apparaît de plus en plus clairement que seule une puissante mobilisation du prolétariat et des femmes à l'arrière, combinée à des désertions de masse au front seront en mesure d'interrompre les massacres.

## **Octobre 1917 ou une « grande lueur d'espoir à l'Est »**

La révolution russe de février-mars 1917 exprimait deux revendications : la fin de la guerre et une meilleure distribution de la richesse au profit des classes ouvrières et paysannes.

Le gouvernement provisoire s'est obstiné à vouloir tenir les engagements du régime renversé en poursuivant la guerre contre l'Allemagne. Une situation de double pouvoir met aux prises les ministres du gouvernement provisoire aux Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Du 2 au 5 juillet 1917, Petrograd est le théâtre d'un soulèvement ouvrier dont les rangs sont renforcés par les détachements de marins venus de Kronstadt.

Un cri de ralliement voit converger soldats et travailleurs : « A bas le gouvernement capitaliste ; le pouvoir aux Soviets ! ». La ville est presque aux mains des insurgés. Les dirigeants bolcheviks accompagnent le mouvement mais le freinent.

Pour eux, l'heure n'est pas encore venue de prendre le pouvoir. Les révolutionnaires paraissent avoir perdu la main mais le génie tactique de Lénine est d'opérer un recul stratégique pour mieux préparer le coup décisif quelques semaines plus tard.

Kerenski forme un nouveau gouvernement où siège une majorité de socialistes modérés (menchéviks et SR) mais le cap en faveur de la guerre est maintenu. Sa recherche d'une position intermédiaire, à mi-chemin entre les généraux tsaristes réactionnaires et les propriétaires fonciers d'une part, et le prolétariat ouvrier et paysan d'autre part, est illusoire.

L'échec cuisant de l'offensive militaire russe en Galicie élève une digue infranchissable entre les masses et Kerenski. Les bolcheviks gagnent la majorité dans les Soviets dès la fin de l'été 1917.

Pour Lénine, retiré en Finlande, il est désormais temps de préparer la prise du pouvoir. Le général Kornilov tente de profiter d'un nouveau revers militaire grave avec la prise de Riga par les Allemands pour réaliser un coup d'Etat avorté à la mi-septembre.

La voie est ouverte pour les bolcheviks qui créent un comité militaire révolutionnaire sous la direction de Trotsky. L'insurrection est votée par le comité central bolchévique et se déroule dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917. Les camarades de Lénine se rendent maîtres du Palais d'Hiver et de la capitale presque sans effusion de sang. Aussitôt un conseil des commissaires des peuples, présidé par Lénine, se met en place.

## L'appel des bolcheviks aux peuples européens

Pour s'assurer le soutien des immenses masses paysannes, la première disposition prise par le nouveau pouvoir est d'abolir la grande propriété et de nationaliser, sans indemnités, les immenses domaines de l'Eglise orthodoxe.

Nommé commissaire du peuple aux affaires extérieures, Trotsky a la lourde tâche de mettre en oeuvre les mesures en faveur d'une paix immédiate.

Présenté puis approuvé par le Congrès des Soviets du 26 octobre 1917, le décret sur la paix est on ne peut plus clair : « Le Gouvernement ouvrier et paysan (...) propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer des pourparlers immédiats en vue d'une paix juste et démocratique.

La paix juste ou démocratique, dont a soif l'écrasante majorité des classes ouvrières et laborieuses, épuisées, harassées, martyrisées par la guerre, dans tous les pays belligérants - la paix qu'exigent de la façon la plus résolue et la plus instante les ouvriers et les paysans russes depuis le renversement de la monarchie tsariste, - cette paix, le gouvernement, estime qu'elle ne peut être qu'une paix immédiate, sans annexions et sans contributions de guerre. Telle est la paix dont le gouvernement de la Russie propose la conclusion immédiate à tous les peuples belligérants ».

Plus qu'aux gouvernements, c'est aux peuples que veulent s'adresser les bolcheviks : « Le gouvernement provisoire des ouvriers et des paysans de Russie s'adresse aussi en particulier aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancées de l'humanité et des Etats plus importants engagés dans la guerre actuelle : Angleterre, France et Allemagne.

Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus grands services à la cause du progrès et du socialisme ». En renversant leurs bourgeoisies nationales, les ouvriers de ces trois Etats rendraient alors possible la conclusion d'une paix immédiate et la construction des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Cette grande perspective semble encore bien loin en ces jours décisifs de l'automne 1917. La République soviétique doit faire face aux premières menaces de la contre-révolution dirigée par les élites militaires traditionnelles.

Le gouvernement ne contrôle qu'une partie de l'immense territoire russe et les ouvriers européens tenus en laisse par l'état d'urgence dû à la guerre ne peuvent, pour l'instant, desserrer l'étau qui étreint déjà la première Révolution socialiste de l'Histoire.

## La paix de Brest-Litovsk

De premières négociations s'engagent en décembre 1917 à Brest-Litovsk (dans l'actuelle Biélorussie) entre les autorités des Empires centraux (Allemagne, Autriche, Turquie) et les représentants de la Russie soviétique.

Un premier armistice de 30 jours est conclu. La délégation soviétique conduite par Joffé, Radek, Kamenev et Trotsky se montre inflexible sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans cette vaste poudrière que constitue l'Europe centrale et orientale.

Inflexibles, ils tentent de gagner du temps, attendant toujours le déferlement révolutionnaire des masses d'Europe occidentale qui changerait totalement les rapports de force.

Trotsky veut que les pourparlers soient connus des masses et déclare : « notre politique n'a pas de coulisses, la révolution les a supprimées ». Les Allemands comptent dépecer l'ancien Empire russe et ainsi repousser à l'Est leurs frontières.

Les discussions, un temps interrompues, reprennent au début du mois de février 1918. Sentant qu'elles s'enlisent, Trotsky y met un terme le 10 février et déclare : « Nous refusons de signer une paix d'annexion. Nous déclarons l'état de guerre entre les Empires centraux et la Russie terminé ».

Les négociateurs russes quittent Brest-Litvosk dans la foulée. L'armée allemande reprend alors son offensive militaire sur le Front de l'Est et sa fulgurante avancée fait aussitôt peser une lourde menace sur l'avenir du régime bolchévique.

Un comité central se réunit en urgence le 18 février. Le parti est divisé sur l'attitude à adopter. Lénine, dans l'optique de sauver l'expérience révolutionnaire en cours, est favorable à la signature immédiate d'un traité de paix avec l'Allemagne fut-ce au prix d'une sévère amputation du territoire russe.

Emmenés par Boukharine, les communistes de gauche défendent une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme allemand, pensant entraîner une vive réaction des travailleurs occidentaux en faveur de la Révolution russe menacée.

Trotsky hésite puis finit par se rallier à Lénine, faisant ainsi basculer la majorité du parti bolchévique en faveur d'une paix immédiate et sans condition. Le traité est signé le 3 mars 1918. Il livre les pays Baltes à l'Allemagne ainsi qu'une partie de l'Ukraine et de ses vastes plaines céréalières.

Les bolcheviks ont sauvé l'essentiel mais le prix à payer est d'autant plus lourd qu'ils doivent faire face à une double menace : les contre-révolutionnaires de l'intérieur et les impérialismes coalisés pour mettre en échec ce défi que constitue pour eux le gouvernement communiste russe.

En ce printemps 1918, la Révolution russe n'est pas parvenue à déclencher de répliques victorieuses à l'Ouest où les combats continuent de faire rage. Rien n'est cependant joué, tant sur le terrain militaire que politique.

La contestation du conflit est de plus en plus violente, les hiérarchies militaires et les gouvernements bourgeois ont compris qu'ils devaient tenter un coup décisif rapide s'ils ne voulaient pas être emportés par la marée populaire qui adviendra tôt ou tard... ĩ (à suivre...)

Julien GUERIN (77)